



COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

Palais de la Paix, Carnegieplein 2, 2517 KJ La Haye, Pays-Bas

Tél : +31 (0)70 302 2323 Télécopie : +31 (0)70 364 9928

[Site Internet](#) [Twitter](#) [YouTube](#) [LinkedIn](#)

Communiqué de presse

Non officiel

N° 2022/67

Le 25 novembre 2022

Allégations de génocide au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie)

Le Royaume de Norvège dépose une déclaration d'intervention en l'affaire en vertu de l'article 63 du Statut

LA HAYE, le 25 novembre 2022. Invoquant l'article 63 du Statut de la Cour, le Royaume de Norvège a déposé hier au Greffe de la Cour une déclaration d'intervention en l'affaire relative à des *Allégations de génocide au titre de la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (Ukraine c. Fédération de Russie)*.

L'article 63 du Statut dispose que, lorsqu'est en cause l'interprétation d'une convention à laquelle ont participé d'autres Etats que les parties en litige, chacun de ces Etats a le droit d'intervenir en l'affaire, et l'interprétation contenue dans la décision de la Cour est alors également obligatoire à son égard.

Pour se prévaloir du droit d'intervention que lui confère l'article 63 du Statut, la Norvège invoque sa qualité de partie à la convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

Dans sa déclaration, la Norvège relève que «[l]a présente espèce soulève des questions juridiques qui revêtent une importance déterminante en ce qui concerne la convention sur le génocide et, plus généralement, l'ordre juridique international». La Norvège fait observer en outre qu'«[i]l découle du caractère *erga omnes partes* des obligations consacrées par la convention que tous les Etats qui y sont parties ont un intérêt commun à veiller à ce que le génocide soit prévenu, réprimé et puni, ainsi qu'un intérêt juridique propre concernant l'interprétation, l'application et l'exécution de la convention». Elle souligne par ailleurs que «[l]a convention sur le génocide est de la plus haute importance pour prévenir et punir ce crime», ajoutant que «le fait d'intervenir en l'affaire offre aux parties contractantes l'occasion d'honorer et de réaffirmer leurs responsabilités collectives s'agissant de la protection des droits et obligations consacrés par la convention, et de soutenir le rôle crucial joué par la Cour à cet égard».

Conformément à l'article 83 du Règlement de la Cour, l'Ukraine et la Fédération de Russie ont été priées de présenter des observations écrites sur la déclaration d'intervention de la Norvège.

La déclaration d'intervention de la Norvège sera prochainement disponible sur le [site Internet](#) de la Cour.

Historique de la procédure

Pour consulter l'historique de la procédure, il convient de se reporter aux [communiqués de presse](#) n^{os} 2022/4, 2022/6, 2022/7, 2022/11, 2022/25, 2022/26, 2022/27, 2022/28, 2022/29, 2022/31, 2022/33, 2022/34, 2022/35, 2022/36, 2022/37, 2022/38, 2022/39, 2022/41, 2022/42, 2022/43, 2022/45, 2022/46, 2022/48, 2022/50, 2022/51, 2022/52, 2022/54, 2022/60, 2022/64 et 2022/66, disponibles sur le site Internet de la Cour.

Remarque : Les communiqués de presse de la Cour sont établis par son Greffe à des fins d'information uniquement et ne constituent pas des documents officiels.

La Cour internationale de Justice (CIJ) est l'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Elle a été instituée en juin 1945 par la Charte des Nations Unies et a entamé ses activités en avril 1946. La Cour est composée de 15 juges, élus pour un mandat de neuf ans par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle a son siège au Palais de la Paix, à La Haye (Pays-Bas). La Cour a une double mission, consistant, d'une part, à régler conformément au droit international, par des arrêts qui ont force obligatoire pour les parties concernées et sont sans appel, les différends d'ordre juridique qui lui sont soumis par les Etats et, d'autre part, à donner des avis consultatifs sur les questions juridiques qui peuvent lui être soumises par les organes de l'ONU et les institutions du système dûment autorisées à le faire.

Département de l'information :

M. Andreï Poskakoukhine, premier secrétaire de la Cour, chef du département (+31 (0)70 302 2336)

Mme Joanne Moore, attachée d'information (+31 (0)70 302 2337)

M. Avo Sevag Garabet, attaché d'information adjoint (+31 (0)70 302 2394)

Mme Genoveva Madurga, assistante administrative (+31 (0)70 302 2396)